



Je vous apporte le salut de la Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIERE qui soutient sans réserve cette journée de mobilisation et de grève.

Nous réaffirmons notre opposition à toutes les décisions gestionnaires et comptables.

Celles-ci, au nom des politiques d'austérité, voient un département, comme celui du Nord, prendre des décisions contraires aux intérêts des salariés et de la population qui bénéficient des interventions de l'Action Sociale sous toutes ses formes.

Nous dénonçons l'extrême dégradation des conditions de travail des agents des Unités territoriales de Prévention et d'Action Sociale.

Nous refusons la baisse de 15 % des budgets des associations de la protection de l'enfance dans le Nord et la fermeture de 700 places d'hébergement prévue dans les Maisons d'Enfants à Caractère Social.

Ces mesures s'inspirent des méthodes employées par le Conseil Départemental du Maine-et-Loire pour continuer de démanteler dans ce département, comme dans tout notre pays, les institutions historiques de Protection de l'Enfance.

Mesures qui se poursuivent en Indre-et-Loire, département qui a vu la semaine dernière, le Conseil Départemental rendre public l'avis de classement de son appel à projets social et médico-social.

Ainsi, comme ici, dans ce département d'Indre-et-Loire, de graves menaces pèsent sur les établissements de toutes les associations de la Protection de l'Enfance et, par conséquent, sur l'emploi des professionnels de ce secteur, ainsi que sur la capacité de pouvoir répondre aux enjeux de ce secteur.

Nous tenions ici, à Lille, en cette journée de mobilisation, au nom de la Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIERE, saluer le combat en cours des salariés d'Indre-et-Loire qui tente de résister avec leurs organisations syndicales.

Et pour notre fédération, il est légitime de se poser la question de savoir si les différents Conseils Départementaux ne tentent pas ainsi de vouloir aller plus vite que le Gouvernement Macron-Belloubet pour démanteler par Ordonnances les fondements même de l'Enfance en Danger.

C'est pourquoi à FORCE OUVRIERE nous disons aussi, NON à un code de justice pénal des mineurs et OUI aux ordonnances de 1945 et à la loi de 1951 qui fondent la protection de l'enfance et le primat de l'éducatif sur le répressif.

Sinon, comme le rappelle l'appel à cette journée de mobilisation au-delà de la prévention spécialisée et des établissements de la protection de l'Enfance, c'est bien tout le secteur de l'Action Sociale à but non lucratif et le secteur public qui sont touchés :

les centres sociaux, les missions locales, les maisons de quartiers, les ITEP, les IME, les CHRS, l'Aide à Domicile, mais aussi le secteur sanitaire comme les EPHAD.

Avec tous les salariés, nous dénonçons cette casse programmée du secteur social public et privé à but non lucratif.

Avec tous les salariés, nous refusons cette mise en concurrence entre les établissements et les associations.

Avec tous les salariés, nous refusons cette marchandisation en cours de nos différents secteurs qui passent, entre autres, par la mise en place de « contrat à impact social ».

Cette « lucratisation » accélérée de notre secteur est portée par le très célèbre directeur général de la sauvegarde du Nord Christophe Itier.

Ce traite...fidèle à ses idées comme l'ont appelé certains de ses anciens amis.

Christophe Itier, ce parangon de la politique d'Emmanuel Macron qui depuis, a pris des galons et qui est devenu haut-commissaire à l'Économie sociale et solidaire et à l'Innovation sociale auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire. Poste qu'il occupe pour service rendu puisqu'il a coordonné les travaux d'élaboration du volet Économie sociale et solidaire (ESS) du programme présidentiel d'Emmanuel Macron.

Partout la Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIERE est totalement solidaire des combats engagés par ses Syndicats Départementaux, avec les salariés, dans l'unité la plus large.

Nous exigeons le maintien :

- **de tous les postes**
- **de tous les emplois**
- **de tous les établissements**
- **de toutes les associations**

Nous exigeons qu'immédiatement les moyens financiers soient dédiés aux missions de la prévention spécialisée, de la Protection de l'Enfance et de tous les secteurs de l'Action Sociale à hauteur des besoins.

À bas les appels à projets en fonction de critères purement budgétaires.



Et nous n'oublions pas que conjointement l'appauvrissement de tous les salariés et plus particulièrement ceux du secteur social et médico-social et de l'aide à domicile se poursuit.

Cela fait plus de 20 ans que cela dure !

Pour 2019, le blocage des salaires et celui des moyens financiers alloués à l'ensemble du secteur nous ont été confirmés début novembre par le ministère.

Les contraintes budgétaires seraient inéluctables. Elles participeraient de notre nécessaire contribution aux économies budgétaires publiques en cours.

Ces réponses ne sont plus acceptables !

La colère est légitime face à la baisse du pouvoir d'achat et lorsque seule la misère devient une perspective.

Une crise sociale est en cours. Les annonces faites par le président lundi soir ne répondent en rien à l'urgence de la situation.

Car, pendant ce temps, aucun moratoire, ni blocage n'a été annoncé sur l'ensemble des politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements précédents et que ce gouvernement poursuit.

Au contraire, force est de constater que notre secteur est en danger.

Partout des emplois sont en jeu.

Partout, ce sont des coupes sombres dans les budgets qui aboutissent à une dégradation des conditions de travail, à la baisse de la qualité de la prise en charge et à des fermetures de structures, pendant que la précarité salariale s'installe durablement.

Comme aujourd'hui à Lille, dans les établissements et dans d'autres secteurs professionnels, des mobilisations et des grèves sont déjà en cours pour empêcher cette casse sociale généralisée.

À sa façon, la jeunesse se mobilise et s'organise en s'opposant à Parcoursup et à la fin du BAC qui vont, elle le sait, la mener à la misère. Nous tenions à la saluer.

Au regard de cette situation, il y a urgence.

Alors, comme l'a proposé notre confédération au niveau interprofessionnel et en direction du gouvernement, la Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIERE s'adresse solennellement à tous les employeurs du secteur.

Elle leur demande sans attendre la réouverture immédiate de négociations sur les salaires.

Elle s'adresse aussi aux autres fédérations et unions syndicales pour les inviter à se réunir et préparer ensemble les initiatives nécessaires.

Nos revendications sont plus que d'actualité :

- l'augmentation immédiate d'au moins 20 % des salaires pour tous les salariés de notre secteur,
- l'augmentation des pensions et retraites, allocations, minima sociaux et APL,
- un treizième mois pour tous,
- la généralisation obligatoire de la prime transport,
- dans les conventions collectives, l'amélioration des grilles de classification en fonction de l'ancienneté et de la qualification,
- le rétablissement des cotisations sociales, qui ouvrent des droits, et le remboursement de toutes les exonérations patronales,
- la suppression de la CSG,
- pas un minima social ou une pension de retraite inférieure au SMIC,
- maintien de la retraite par répartition et des 42 régimes spéciaux de retraite existant, contre toute retraite par points.

Et nous exigeons aussi la relance de l'activité économique par de l'investissement public massif, en particulier dans nos secteurs financés par les collectivités territoriales, l'État et la Sécurité Sociale !

Sur la base de ces justes revendications, et sans attendre la réponse des employeurs, du gouvernement et du président, la Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIERE, nous avons lancé un appel.

Cet appel est en direction de tous nos syndicats départementaux et leurs sections syndicales pour leur demander d'organiser et de généraliser partout,

dans l'unité, des assemblées avec les salariés pour discuter avec eux du soutien à apporter à ces revendications, et des modalités d'action à organiser, y compris par la grève.

Il est clair pour notre fédération qu'on ne pourra faire céder ce gouvernement et obtenir satisfaction qu'en bloquant le pays.

